



Envoyé en préfecture le 19/10/2022

Reçu en préfecture le 19/10/2022

Publié le

**SLO**

ID : 045-214503088-20221014-2022\_081-AU

**DÉCISION DU MAIRE**  
**N° DEC2022-081**  
**PRISE EN VERTU DES**  
**POUVOIRS DÉLÉGUÉS PAR LE**  
**CONSEIL MUNICIPAL**

**OBJET :** Attribution d'un marché de vérifications périodiques de trois appareils de levage

Le Maire de la ville de Semoy,

*Vu l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales qui donne au Conseil Municipal la possibilité de déléguer au Maire, pour la durée de son mandat, certaines attributions,*

*Vu l'article L.2122-23 qui en précise les conditions d'exécution,*

*Vu la délibération du Conseil Municipal n°36/20 en date du 27 mai 2020 donnant délégation à Monsieur le Maire pour prendre toutes les décisions concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant inférieur, s'agissant des contrats relatifs aux besoins de fournitures et de services, à 100 000 € HT et, s'agissant des contrats relatifs aux travaux publics, à 1 000 000 € HT, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget.*

*Considérant que la réglementation prévoit des opérations de vérification obligatoires auxquelles sont assujettis trois appareils de levage appartenant à la commune,*

**DECIDE**

**Article 1 :** De signer un marché avec l'entreprise APAVE Parisienne SAS située 6 rue du Général Audran 82400 COURBEVOIE pour la réalisation des prestations de vérifications périodiques de trois appareils de levage : un chariot élévateur de personnes, un tractopelle et une plateforme élévatrice mobile.

**Article 2 :** Le montant des prestations s'élève à 260,00€ HT/an, soit un montant total du marché s'élevant à 1 040,00€ HT.

**Article 3 :** De rendre compte, conformément aux dispositions de l'article L2122-23 du CGCT, de la présente décision au cours de la prochaine séance du Conseil Municipal et figurera au registre des délibérations.

Fait à Semoy, le 14 octobre 2022.

Le Maire,

Laurent BAUDE



Transmission et réception en préfecture le :

Conformément aux dispositions du code de justice administrative, le tribunal administratif d'Orléans peut être saisi par voie de recours formé contre la présente décision pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :  
-date de sa réception par le représentant de l'Etat dans le département pour contrôle de légalité  
-date de sa publication et/ou de sa notification